

# LE KIOSQUE CENTRE D'ACTION CULTURELLE

*Association Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901*

*7 place Juhel  
53104 MAYENNE*

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

**Rapport sur les comptes annuels**



AUDIT

**Sylvain BEGENNE**  
**Sophie DELSAUX**  
**Sophie GRANIER**  
**Rémi LAMBERT**  
**Quentin LE MEUR**  
**Matthieu FOUQUERON**  
**Anne PANANCEAU-MOCHER**  
Commissaires aux Comptes

Adresse de correspondance : TGS France Audit – Parc d'Activités Angers-Beaucouzé  
1 rue du Tertre – CS 60119 – 49072 BEAUCOUZÉ CEDEX  
Tél 02 41 22 22 30 – Fax 02 41 47 47 95 – E-mail [beaucouze-audit@tgs-france.fr](mailto:beaucouze-audit@tgs-france.fr)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****Exercice clos le 31 décembre 2024**

À l'Assemblée Générale de l'association LE KIOSQUE CENTRE D'ACTION CULTURELLE,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association LE KIOSQUE CENTRE D'ACTION CULTURELLE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe « Règles et méthodes comptables » expose les principes comptables applicables notamment le principe lié à l'indépendance des exercices. Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les procédures mises en œuvre par l'association sur lesquelles se fondent les évaluations relatives à l'indépendance des exercices.

## **VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous vous signalons, par ailleurs, qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans un autre délai.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'organisme ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil de Gestion.

## **RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre organisme.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Beaucouzé,  
*Signé numériquement*  
Pour **TGS France Audit**,

**Quentin LE MEUR**  
*Commissaire aux Comptes*

## Bilan association

ACTIF	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)		Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation	
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	5 200	5 200			
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	3 000	3 000			
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	48 829	45 919	2 910	3 055	- 145
Autres immobilisations corporelles	28 430	23 309	5 121	5 926	- 805
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés	100		100	100	
Prêts					
Autres immobilisations financières	20		20	20	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>85 579</b>	<b>77 428</b>	<b>8 151</b>	<b>9 101</b>	<b>- 950</b>
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	1 125		1 125		1 125
Créances usagers et comptes rattachés	4 327		4 327	67 690	- 63 363
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				444	- 444
. Personnel					
. Organismes sociaux					
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	12 765		12 765	5 922	6 843
. Autres	82 966		82 966	74 822	8 144
Valeurs mobilières de placement	415		415	415	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	351 077		351 077	285 771	65 306
Charges constatées d'avance	1 220		1 220	1 366	- 146
<b>TOTAL (II)</b>	<b>453 896</b>		<b>453 896</b>	<b>436 429</b>	<b>17 467</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>539 475</b>	<b>77 428</b>	<b>462 047</b>	<b>445 530</b>	<b>16 517</b>

## Bilan association(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves	136 428	196 437	- 60 009
. Report à nouveau			
. Résultat de l'exercice	16 736	-60 010	76 746
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
<b>TOTAL (I)</b>	<b>153 165</b>	<b>136 427</b>	<b>16 738</b>
Provisions pour risques et charges			
<b>TOTAL (II)</b>			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement	6 000	5 000	1 000
. Sur autres ressources			
<b>TOTAL (III)</b>	<b>6 000</b>	<b>5 000</b>	<b>1 000</b>
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 124	1 326	- 202
Fournisseurs et comptes rattachés	215 474	148 028	67 446
Autres	52 852	64 059	-11 207
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	33 432	90 689	- 57 257
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>302 882</b>	<b>304 103</b>	<b>- 1 221</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>462 047</b>	<b>445 530</b>	<b>16 517</b>
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

## Compte de résultat association

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total		
Produits d'exploitation						
Ventes de marchandises				1 464	- 1 464	-100
Production vendue biens						
Production vendue services	89 901		89 901	116 975	- 27 074	-23,15
Montants nets produits d'expl.	89 901		89 901	118 439	- 28 538	-24,10
Autres produits d'exploitation						
Production stockée						
Production immobilisée						
Concours publics			5 000			100
Subventions d'exploitation			840 794	811 496	34 298	3,61
Cotisations			100	1 240	- 1 140	-91,94
Autres produits			3 621	9 659	- 6 038	-62,51
Reprise de provisions						
Transfert de charges			3 129	41 355	- 38 226	-92,43
Sous-total des autres produits d'exploitation			852 644	863 749	- 11 105	-1,29
Total des produits d'exploitation (I)			942 545	982 188	- 39 643	-4,04
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)			15 971	32 387	- 16 416	-50,69
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés			2 851	2 596	255	9,82
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)			2 851	2 596	255	9,82
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital				1 603	- 1 603	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (IV)				1 603	- 1 603	-100
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			961 367	1 018 774	- 57 407	-5,63
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs						
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT				-60 010	60 010	-100
TOTAL GENERAL			961 367	1 078 785	- 117 418	-10,88



Présenté en Euros

	Exercice clos le <b>31/12/2024</b> (12 mois)	Exercice précédent <b>31/12/2023</b> (12 mois)	Variation	%
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	312 921	305 003	7 918	2,60
Services extérieurs	49 690	63 381	- 13 691	-21,60
Autres services extérieurs	201 557	245 045	- 43 488	-17,75
Impôts, taxes et versements assimilés	3 036	4 914	- 1 878	-38,22
Salaires et traitements	276 664	328 591	- 51 927	-15,80
Charges sociales	82 886	102 288	- 19 402	-18,97
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	5 723	6 469	- 746	-11,53
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges	11 154	15 653	- 4 499	-28,74
<b>Total des charges d'exploitation (I)</b>	<b>944 630</b>	<b>1 076 345</b>	<b>- 131 715</b>	<b>-12,24</b>
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
<b>Total des charges financières (III)</b>				
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital		2 440	- 2 440	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
<b>Total des charges exceptionnelles (IV)</b>		<b>2 440</b>	<b>- 2 440</b>	<b>-100</b>
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)				
<b>TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)</b>	<b>944 630</b>	<b>1 078 785</b>	<b>- 134 155</b>	<b>-12,44</b>
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 000	5 000	- 4 000	-80,00
<b>SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT</b>	<b>16 736</b>		<b>16 736</b>	<b>N/S</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>961 367</b>	<b>1 078 785</b>	<b>- 117 418</b>	<b>-10,88</b>
<b>Evaluation des contributions volontaires en nature</b>				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature	131 635	126 449	5 186	4,10
. Dons en nature	36 264	41 790	- 5 526	-13,22
<b>Total</b>	<b>167 899</b>	<b>168 239</b>	<b>- 340</b>	<b>-0,20</b>
<b>Charges</b>				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services	108 611	102 637	5 974	5,82
. Prestations	23 023	23 812	- 789	-3,31
. Personnel bénévole	36 264	41 790	- 5 526	-13,22
<b>Total</b>	<b>167 899</b>	<b>168 239</b>	<b>- 340</b>	<b>-0,20</b>

## Préambule

« Le Kiosque – Centre d'Action Culturelle » est une association régie selon la loi de juillet 1901.

L'Association se donne pour buts :

- Gérer le Centre d'Action culturelle en lui assurant les moyens financiers et techniques de son action.
- Concevoir et mettre en place une politique de Développement Culturel en faisant du Kiosque l'acteur de ce développement sur Mayenne, la Communauté de Communes et ses environs en étroite concertation avec les autres partenaires de la vie culturelle locale (Institutions Municipales, communautaires, Associations...). A ce titre, il aura à organiser régulièrement des spectacles, des animations, des expositions et des formations artistiques.
- Assurer des programmations artistiques et des formations dans les équipements culturels (Théâtre Municipal, Chapelle des Calvairiennes, Château, Visitation, salle spectacles, etc...).
- Assurer un soutien aux associations culturelles et aux organismes associés à la vie culturelle locale.

Les ressources de l'Association se composent :

- Des subventions qui pourront lui être accordées par l'Etat, La Région, Le Département, la Commune, les communautés de communes ou par tout autre organisme.
- Des recettes provenant de l'organisation de manifestations et des spectacles, des expositions.
- Des adhésions et des cotisations.
- Des revenus de ses activités.
- Des partenariats conclus avec les entreprises locales.
- Des intérêts et revenus des biens et valeurs qu'il possède.
- Des dons, des legs, etc...

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 462 086,20 €.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 16 736,40 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 31/03/2025 par les dirigeants.

## Principes comptables généraux

### **Méthode générale**

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

L'association n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

L'association a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification propres aux PME et qui consistent essentiellement dans le maintien de la durée d'usage et du mode d'amortissement pour les immobilisations non décomposables.

### **Immobilisations financières**

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

## Notes sur le bilan actif

Immobilisations brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	8 200			8 200
Immobilisations corporelles	72 486	4 773		77 259
Immobilisations financières	120			120
<b>TOTAL</b>	<b>80 806</b>	<b>4 773</b>		<b>85 579</b>

Amortissements et dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	8 200			8 200
Immobilisations corporelles	63 505	5 723		69 228
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>71 705</b>	<b>5 723</b>		<b>77 428</b>

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels	5 200	5 200	0	3 ans
Logiciel office	3 000	3 000	0	de 1 à 2 ans
Materiel et outillage	48 829	45 919	2 910	de 1 à 5 ans
Materiel bureau et informat	28 430	23 309	5 121	de 1 à 8 ans
<b>TOTAL</b>	<b>85 459</b>	<b>77 428</b>	<b>8 031</b>	

## Notes sur le bilan actif (suite)

### Etat des créances et charges constatées d'avance

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif circulant et charges constatées d'avance	101 568	101 568	
<b>TOTAL</b>	<b>101 588</b>	<b>101 568</b>	

### Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

### Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	82 966
Autres produits à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>82 966</b>

## Notes sur le bilan passif

### Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	196 437	(60 009)			136 428
Dont générosité du public					

Report à nouveau					
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice					
Dont générosité du public					
<b>Situation nette</b>	<b>196 437</b>	<b>(60 009)</b>			<b>136 428</b>
<b>Situation nette dont générosité du public</b>					
Fonds propres dédiés	<b>5 000</b>		<b>6 000</b>	<b>5 000</b>	<b>6 000</b>
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
<b>TOTAL</b>	<b>201 437</b>	<b>(60 009)</b>	<b>6 000</b>	<b>5 000</b>	<b>142 428</b>
<b>TOTAL dont générosité du public</b>					

**Etat des dettes et produits constatés d'avance**

<b>Etat des dettes</b>	<b>Montant total</b>	<b>De 0 à 1 an</b>	<b>De 1 à 5 ans</b>	<b>Plus de 5ans</b>
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	215 474	215 474		
Dettes fiscales et sociales	52 852	52 852		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	1 124	1 124		
Produits constatés d'avance	33 432	33 432		
<b>TOTAL</b>	<b>302 882</b>	<b>302 882</b>		

**Notes sur le compte de résultat****Concours publics et subventions**

**Concours publics :**

Les concours publics d'un montant de 5 000 € correspondent aux aides à l'embauche des contrats d'apprentissage versés par l'ASP (Agence de services et de paiements). Ces aides sont versées par une autorité administrative et non discrétionnaire mais réglementaire.

**Subventions :**

Date convention	Libellé subvention	Montant TTC
08/02/24	CC MAYENNE COMMUNAUTÉ Conv d'objectifs 2024*	625 000,00 €
17/01/24	CL DÉPARTEMENTAL 53	40 000,00 €
06/11/23	CL DÉPARTEMENTAL 53 - saison 23/24 exercice 2024	7 024,00 €
20/12/21	CC MAYENNE COMMUNAUTÉ	15 950,00 €
20/12/21	CC BOCAGE MAYENNAIS	4 406,00 €
20/12/21	CC MONT DES AVALOIRS	3 763,00 €
20/12/21	CC DE L'ERNÉE	4 881,00 €
30/05/24	DRAC PdL Centre d'art	15 000,00 €
15/02/24	Région PdL - Arts visuels	12 600,00 €
25/04/24	Région PdL - Croq les mots	13 500,00 €
17/11/23	Région PdL - Région Médicis T'Atrium	15 000,00 €
17/11/23	Région PdL - Région Médicis Cie Oh !	5 000,00 €
08/10/24	Région PdL - Production mutualisée ANIMA Cie	9 000,00 €
18/10/23	DRAC PdL Parcours éveil	5 000,00 €
16/05/24	DRAC PdL - Premières pages	7 000,00 €
16/05/24	DRAC PdL Croq	15 000,00 €
01/10/24	DRAC PdL Lis moi une histoire Dos 17744049 SUR 2025	6 000,00 €
01/10/24	DRAC PdL Cie Oh ! Dos 17748351	5 000,00 €
01/10/24	DRAC PdL T'Atrium Dos 17749377	15 000,00 €
31/08/23	GRAND T RÉGION PdL VOISINAGES 23/24	11 718,00 €
16/09/24	GRAND T RÉGION PdL VOISINAGES 24/25	3 103,00 €
24/07/24	CAF 53	13 000,00 €
14/08/24	DRJES FDVA PRÉFECTURE DE LA MAYENNE	6 500,00 €
12/06/24	MSA	5 000,00 €
		<b>863 445,00 €</b>

**Transferts de charges**

Les transferts de charges d'exploitation d'un montant de 3 129 € se répartissent ainsi :

- 7 € correspondant au renoncement des remboursements des billets des spectateurs,
- 815 € à la prise en charge par le FNAS,
- 1 229 € à la prise en charge par AUDIENS,
- 962 € à un remboursement de la SACEM,
- 115,68 € à un remboursement de la CPAM.

**Opérations de mises à disposition gratuite de biens****Mises à disposition gratuite de biens :**Locaux Place Juhel :

La Ville de Mayenne met à disposition du Kiosque des locaux : 7 et 9 place Juhel à MAYENNE.

La Communauté de Communes en assure les charges d'entretien. Cet avantage s'élève à 3 542€.

Le loyer versé à la ville de Mayenne, propriétaire des locaux, est de 4 452.73€.

Autres locaux : ex. CAM, Visitation, chapelle des Calvairiennes : Les loyers et charges versés à la ville de Mayenne, propriétaire, s'élèvent à 70 094.38 €.

Salles et matériels : La Ville de Mayenne met ponctuellement à disposition du Kiosque des salles et matériels. Cet avantage s'élève à 7 829 €.

Auditorium : La Communauté de Communes a mis à disposition du Kiosque l'auditorium pour quelques journées. Cet avantage s'élève à 4 500€.

Matériel, mobilier : La communauté de Communes du Pays de Mayenne met à disposition du Kiosque du matériel et du mobilier. Cet avantage s'élève à 3 268€.

Véhicule : La communauté de Communes du Pays de Mayenne met à disposition un véhicule. Les charges (carburants, réparations, assurances et interventions techniques) s'élèvent à 2 453.69 €.

**Prestations en nature :**

Les services techniques de Mayenne Communauté interviennent sans contrepartie financière dans le cadre des spectacles. Cet avantage s'élève à 21 952.48 €.

La communauté de Communes du Pays de Mayenne intervient également près du Kiosque pour des prestations de communication. Cet avantage s'élève à 1 071 €.

**Bénévolat :**

Le centre d'action culturelle « Le Kiosque » a bénéficié au titre de l'année 2024 de 3 052 heures pour l'ensemble du bénévolat, soit un avantage de 36 263.70 € (évalué au SMIC horaire de 11,88 €).





Ventilation du chiffre d'affaires	Montant HT	Taux
Prestations de services	57 341	92.20 %
Produits des activités annexes	4 850	7.80%
<b>TOTAL</b>	<b>62 191</b>	<b>100.00 %</b>

## Autres informations

### Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

### Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 35 119 €.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- le salaire en fin de carrière
- les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- la quotité de droits cumulés en fin de carrière basée sur la convention collective
- le départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- l'âge de départ à la retraite : 63 ans et 64 ans en fonction des collèges
- le taux de rotation du personnel : 1%
- le taux moyen d'augmentation des salaires : 1%
- le taux d'actualisation retenu : 3.58%
- le taux moyen des charges sociales : 38% pour les non-cadres et 44% pour les cadres

### Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

### Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	3	0
Non cadres	6	2
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>2</b>

### Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5 249€.